

*Initiatives ministérielles*

des communications au Canada, car c'est l'aspect fondamental.

Karl Deutsch, ce grand spécialiste des sciences humaines, a déjà fait remarquer qu'on reconnaît qu'un pays forme une nation lorsqu'il se fait plus de communications à l'intérieur du pays qu'entre ce pays et un autre. Autrement dit, au fait que nous communiquons entre nous. D'après ce critère, le Canada n'y réussit pas bien. Trois pour cent des bénéfices de notre secteur du cinéma restent au Canada. Trois pour cent des films vendus en vidéocassettes sont fabriqués au Canada. Quatre-vingt-dix-sept pour cent sont fabriqués à l'étranger. Nos propres éditeurs ne possèdent que 30 p. 100 du marché canadien. Soixante-dix-sept pour cent des magazines vendus au Canada viennent de l'étranger. Quatre-vingt-cinq pour cent des disques et des cassettes vendus au Canada viennent de l'étranger. Aucun autre pays n'est dans la même situation que nous sur le plan de la distribution.

La gravité du problème ressort davantage dans le secteur de la télévision. Sur les 52 000 heures d'émissions en anglais diffusées chaque année au Canada, moins de 100 heures sont des émissions dramatiques canadiennes. Du côté français, sur les 27 000 heures d'émissions diffusées, seulement 630 heures sont des émissions dramatiques canadienne originales. Ce n'est pas un très bon bilan.

Les adolescents francophones passent 50 p. 100 de leur temps d'écoute à regarder des émissions étrangères. Du côté des anglophones, cette proportion est de 80 p. 100. Nos jeunes sont donc inondés d'émissions étrangères.

Je ne suis pas de ceux qui croient que nous devrions ériger des clôtures le long de nos frontières. Je crois que nous devons avoir une vue sur le monde. Je me considère avec fierté comme un nationaliste canadien très ouvert au reste du monde. La plupart des Canadiens se perçoivent de cette façon; cependant, je pense que nous sommes vraiment en danger, particulièrement les jeunes, lorsque nous sommes totalement inondés d'émissions étrangères.

Il y a eu un rapport publié par le comité Caplan-Sauvageau. Gerry Caplan, de Toronto, et Florian Sauvageau, de Montréal, ont produit un excellent rapport. Je vais en citer un extrait pour vous. J'avoue que je leur ai volé cette citation à quelques occasions sans préciser qu'ils en étaient les auteurs, mais je vais leur rendre justice maintenant.

Ils ont dit:

Les causes de la crise sont faciles à identifier. Le secteur public qui a, par essence, vocation à offrir des émissions canadiennes de qualité

est désorganisé et démuné alors que lui fait défaut l'assistance du secteur privé.

Bref, le secteur privé est sous-financé et le secteur public ne fait pas son travail.

Avec ce que le gouvernement a fait, il ne sera pas facile de redresser la situation. Voici quelques exemples. L'Accord de libre-échange, pour commencer. Voici, en résumé, les problèmes qu'il cause au point de vue culturel. Le gouvernement prétend qu'il n'y a rien dans l'Accord qui nuise à notre culture. Cependant, il donne aux Américains le droit de prendre, sur le plan commercial, des mesures de rétorsion équivalentes aux torts que nous leur faisons subir, selon eux. Alors, si le ministre de la culture veut adopter des lois pour corriger la situation dans le domaine de la distribution des films, des bandes ou des magazines—des lois nationalistes—les Américains prendront des mesures de rétorsion contre les pêcheurs de la côte ouest, par exemple. Ceux-ci se plaindront au ministre qu'ils perdent leurs emplois et lui demanderont de retirer son projet de loi jugé trop nationaliste. Voilà comment les choses vont se passer et voilà pourquoi l'Accord de libre-échange a quelque chose à voir avec la culture.

Après l'Accord de libre-échange, voyons l'attitude du gouvernement. Le premier ministre est allé en France pour le bicentenaire. Qu'a-t-il fait? Il a tout simplement volé un chef-d'oeuvre de Jean-Paul Riopelle à l'aéroport de Toronto et il l'a donné aux Français. Ils nous ont trouvé fous de leur donner un de nos chefs-d'oeuvre. Ils ne distribuent pas les trésors du Louvre dans le monde, eux.

L'attitude du premier ministre témoigne d'un manque de respect à l'égard de nos artefacts culturels. Elle est ridicule et honteuse et typique du premier ministre et du gouvernement.

Autre indice récent, le premier ministre a rencontré Robert Maxwell, l'éditeur international. Je gage que ce dernier lui a demandé de réduire nos exigences concernant la mainmise étrangère sur les journaux. Je crois que le seuil est fixé à 20 p. 100. Qu'on me corrige si je me trompe, mais je pense que les étrangers ne peuvent pas posséder plus de 20 p. 100 de nos journaux. Je parie que M. Maxwell exerce des pressions et je prédis que le premier ministre proposera des changements pour ouvrir nos journaux à la propriété étrangère. Les journaux nationaux devraient se méfier.

La quatrième indication porte sur la distribution des films. Jack Valente, le lobbyiste de Hollywood, l'ami des présidents américains, a le pouvoir, si vous pouvez imaginer cela, d'amener le gouvernement canadien à retirer le projet de loi qu'il devait présenter au Parlement. Dans quel but ce projet de loi? Dans le but de garantir aux distributeurs canadiens une petite pointe de gâteau. Les